

Rencontre consultative sous régionale Afrique Centrale

DECLARATION DES JEUNES

Mercredi 24 – Vendredi 26 octobre 2007

Nous jeunes d’Afrique centrale,

Ressortissants du Burundi, du Cameroun, du Congo, du Gabon, de la République Démocratique du Congo, de la République Centrafricaine, et du Tchad, réunis à Yaoundé au Cameroun du 24 au 26 octobre 2007 pour la rencontre consultative sous-régionale de l’Afrique centrale préparatoire au sommet Afrique-Europe de la jeunesse prévu du 4 au 7 décembre 2007 à Lisbonne,

Remercions

les Gouvernements, les organisations de jeunesse et les partenaires de la société civile des pays de la sous-région ayant participé à la rencontre, le Comité de Pilotage International du Sommet de la Jeunesse et Eurafricaine représenté par l’INJEP, Le Centre Nord-Sud, Le Conseil National de la Jeunesse du Portugal, l’UPJ...ayant pris toutes les dispositions en vue de faciliter la tenue de cette rencontre, nous tenons également à remercier le Secrétariat Permanent de la Porte Parole de la Jeunesse Africaine et de la Diaspora et le Gouvernement Camerounais, fortement impliqués dans la préparation et l’organisation de la rencontre. Enfin, nous remercions le peuple camerounais pour son accueil et son hospitalité sans faille et les observateurs des organisations de jeunesse du Nigéria et du Ghana ;

Réaffirmons

le rôle essentiel que nous, jeunes, devons jouer, en solidarité avec les actions et les projets de nos gouvernements respectifs, des organisations régionales, intergouvernementales d’Afrique et d’Europe ainsi qu’avec la communauté internationale dans son ensemble, pour garantir à la jeunesse d’aujourd’hui et de demain un monde plus sûr, plus juste, et plus prospère ;

Sommes conscients

de notre responsabilité et de celle de toute la jeunesse africaine, européenne et mondiale relativement aux enjeux et exigences liés au développement des nations, à la coopération internationale et au partenariat entre les peuples et les Etats ;

Reconnaissons

toutes les mesures prises par les Gouvernements de notre sous région en faveur de la jeunesse et tous les efforts qu’ils continuent à faire pour lui donner tous les droits et devoirs qui lui reviennent ;

Soulignons

notre engagement ainsi que celui de tous les jeunes de l’Afrique centrale à œuvrer pour le développement de nos pays respectifs et le rayonnement de la sous région dans son ensemble ;

Affirmons

notre volonté d'être impliqués en tant qu'acteurs reconnus et légitimes dans les choix actuels de nos pays en matière de développement économique, social et de la participation citoyenne et d'être partie prenante des partenariats, débats et processus de décision mis en œuvre à cet effet ;

Réitérons

la nécessité de penser, de participer et d'agir aujourd'hui de manière à la fois urgente et sereine pour un développement durable qui lie les jeunes de nos deux continents;

Félicitons

les institutions initiatrices et organisatrices du prochain Sommet Afrique Europe de la Jeunesse qui témoigne de leur engagement sans faille à améliorer le vécu quotidien des jeunes africains et européens à travers la concertation et le partage.

Nous jeunes d'Afrique centrale, réunis dans le cadre de la rencontre consultative sous régionale, déclarons de façon unanime et solennel ce qui suit.

Au niveau de l'Afrique Centrale

Nous exprimons notre volonté et engagement à continuer le travail en commun initié lors de cette rencontre et à créer progressivement une plate forme de dialogue, de partage et de concertation entre jeunes de l'Afrique Centrale. Ce sera pour nous la meilleure manière de nous inscrire dans la perspective de création d'une plate forme de coordination de l'Afrique centrale, dans la dynamique d'échanges et de coopération entre jeunes africains et européens qui sera lancée lors du Sommet Afrique Europe de Lisbonne.

Nous demandons à cet effet à nos Etats et Gouvernements de tout faire pour faciliter la création de cette plate forme qui aidera les jeunes à prendre toute leur place dans le développement socio économique et culturel de leur pays et de la sous région et à faire de ce développement une réalité permanente pour aujourd'hui et pour demain.

Nous demandons plus particulièrement que tout soit mis en œuvre pour faciliter la mobilité des jeunes entre pays afin de favoriser toutes formes de rencontres et de coopération entre eux dans l'optique d'une meilleure intégration sous régionale.

Au niveau de notre Continent

Bien qu'originaires des différents pays de la région et porteurs de nos identités nationales et culturelles diverses et spécifiques, nous nous sentons avant tout africains et responsables solidairement de l'avenir de notre continent. Pour cette raison nous souhaitons et demandons que tout soit mis en œuvre pour faciliter l'unité de la Jeunesse Africaine. En tant que citoyens de l'Afrique Centrale nous voulons jouer un rôle actif et porteur dans la réalisation de cette unité.

Nous exhortons, en ce sens, les Etats et Gouvernements de toute l'Afrique ainsi que l'Union Africaine à prendre toutes les mesures adéquates pour mettre en place des actions et programmes de mobilité créant le maximum d'opportunités d'échanges d'informations, d'expériences et d'actions conjointes entre les jeunes de tous les pays.

Nous souhaitons plus particulièrement que la réalisation de cette unité permette à tous les jeunes de pouvoir vivre et travailler de manière digne et décente sur le continent africain et pour cela demandons que tout soit mis en œuvre pour donner à tous les jeunes les connaissances et compétences dont ils ont besoin pour vivre, s'épanouir sur notre continent et que soit levé les obstacles qui empêchent la circulation des personnes et des biens.

Au niveau du partenariat Afrique Europe

Ce partenariat est une opportunité pour nos deux continents. Il devrait permettre entre l'Afrique et l'Europe une communauté de pensée et d'action sur des valeurs partagées : l'atteinte des objectifs du millénaire pour le développement, la bonne gouvernance et la démocratie, la mise en œuvre d'une mondialisation basée sur le partenariat et la solidarité entre pays, la recherche d'un développement durable respectueux de l'environnement ou encore l'investissement dans les compétences et les qualifications des jeunes qui constituent le véritable gage d'avenir de tous nos pays.

Nous demandons que ce partenariat soit inscrit dans un projet stratégique et un programme d'action qui établissent une relation étroite et durable entre les jeunes de nos deux continents. Nous souhaitons plus particulièrement :

- Que soit créé un processus permanent d'échange d'informations, de transfert de technologie, d'expériences et de relations de travail entre les jeunes leaders d'Afrique et d'Europe ;
- Que soient mis en place, à l'image de ce que l'Union européenne a réalisé vis-à-vis des Amériques et de l'Asie, des programmes d'échanges et de mobilité entre jeunes africains et européens ainsi que des partenariats de travail entre les différentes organisations de jeunes des deux continents ;
- Que tout soit mis en œuvre pour faciliter les échanges de jeunes entre les deux continents, et que soient notamment levés les obstacles qui rendent actuellement extrêmement difficile, sinon impossible la circulation des jeunes entre l'Europe et l'Afrique.
- Que soit créé un partenariat d'échange libre entre les universités sur le plan scientifique.
- Que soit prise en compte la problématique jeunesse dans les APE entre ACP et Union européenne.

Le chemin qui mène de Bamako à Lisbonne est un chemin d'espoir pour l'ensemble des jeunes africains. Nous sommes convaincus qu'il sera également une chance d'enrichissement et de dynamisme pour les jeunes européens eux-mêmes.

Nous jeunes d'Afrique centrale, réunis dans le cadre de la rencontre consultative sous régionale, recommandons :

- Tout doit être fait pour faciliter aux jeunes la formation professionnelle, la formation à l'entrepreneuriat, l'accès à l'auto-emploi et à la création d'activité et de toutes les formes d'emploi. Les jeunes devront plus particulièrement pouvoir bénéficier d'un appui financier, de moyens d'accompagnement et de suivi leur permettant de réussir leur insertion dans le marché du travail ;
- Un maximum de moyens doit être mobilisé pour aider les jeunes à s'engager résolument dans des actions de préservation de l'environnement et plus globalement dans des projets et des réseaux promouvant un développement durable qui ne compromet pas les chances des générations à venir ;
- Il importe de renforcer le processus de création et de mise en œuvre des conseils nationaux de jeunesse, d'accélérer la ratification et la vulgarisation par les Etats membres de l'Union africaine, de la Charte africaine de la jeunesse. Ceci permettra à la jeunesse du continent d'être associée de manière plus effective à la définition des stratégies et des politiques publiques dans chaque pays et au niveau du continent ;
- Le développement de la bonne gouvernance et d'une citoyenneté active est au cœur des préoccupations de la jeunesse. Tout doit être fait pour garantir l'indépendance des élections, pour inclure les couches les plus marginalisées aux processus de prise de décisions et pour mettre en place les moyens de médiation permettant de prévenir et de résoudre les conflits ;
- L'atteinte des objectifs de l'éducation pour tous et, notamment, des jeunes filles est une condition sine qua non pour lutter contre le travail des enfants, mariages précoces promouvoir un accès équitable à l'emploi, améliorer les soins de santé et, de ce fait, réduire les situations d'exclusion et de pauvreté. L'investissement tant dans les infrastructures scolaires que dans la formation des enseignants à une éducation de qualité est pour cette raison tout à fait prioritaire pour les jeunes ;
- Le renforcement de la coopération nationale, sous-régionale, continentale et intercontinentale entre les jeunes est la seule manière pour eux de prendre toute la place qui leur revient dans la mise en œuvre des recommandations qu'ils formulent à l'encontre des chefs d'Etat et de Gouvernement africains et européens ;
- La recherche été le maintien d'une paix durable garantissant la sécurité humaine dans la sous région et tout le continent.

Fait à Yaoundé, le 26 octobre 2007